



ÉVÉNEMENT

Rentrée sous Covid

L'inquiétude redouble

Plus de 12 millions d'élèves retournent en classe ce jeudi, sous le regard nerveux de leurs parents. Quand les uns redoutent la faiblesse du protocole sanitaire, les autres craignent une discrimination des enfants non vaccinés.

Par
CÉCILE BOURGNEUF

Après avoir découvert le protocole sanitaire de la rentrée, Vanessa, 37 ans, s'est effondrée. Elle ne le trouve «pas du tout à la hauteur». A partir de ce jeudi, c'est le niveau 2 du protocole – sur les quatre prévus en fonction de la

circulation du virus – qui s'applique pour toute la métropole : respect des gestes barrières, cours à effectif complet et port du masque obligatoire à l'intérieur dès l'élémentaire, et à l'extérieur si les communes l'imposent. «Je suis tombée des nues. J'ai pleuré toute la journée», admet cette mère bordelaise de deux enfants

de 5 et 8 ans, qui garde les yeux rivés sur les études épidémiologiques. Selon l'Institut Pasteur, les enfants pourraient représenter la moitié des contaminations à l'automne. La réanimatrice et membre du Conseil scientifique Lila Bouadma s'attend, elle, à 50 000 contaminations d'enfants par jour à la rentrée. Logique,





les moins de 12 ans n'ont pas accès à la vaccination et le variant delta est très contagieux. Les enfants ont donc plus de risque d'être infectés, mais ils sont peu symptomatiques et les cas graves restent rares. Preuve en est, les moins de 19 ans représentent 1,2 % des hospitalisations selon les données de l'Agence nationale de santé publique. Pas de quoi rassurer Vanessa, qui a pris une décision radicale : retirer ses enfants de l'école et les instruire à la maison. «*Il est hors de question que mon fils rempile en maternelle sans masque, ni de récupérer ma fille tous les midis*», explique-t-elle, puisque les élèves ne sont désormais plus obligés de manger à la cantine par niveaux de classe.

«MAUVAISE MÈRE»

Serein, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, table sur une «*rentrée la plus normale possible*» pour plus de 12 millions d'élèves et compte sur un nouvel atout : celui des vaccins. Selon les chiffres du ministère, 78 % des enseignants ont été totalement vaccinés et 9 % ont reçu une première dose. Du côté des élèves, plus de 57 % des 12-17 ans ont reçu une dose et près de 34 % ont un schéma vaccinal complet. Pour limiter les contaminations, le gouvernement promet 600 000 tests salivaires par semaine en primaire et des tests antigéniques ciblés dans le secondaire, dans les zones de circulation active du virus. Mais Vanessa a du mal à y croire : sa fille n'a jamais été testée l'an dernier.

Le ministère de l'Éducation nationale souhaite aussi généraliser les capteurs de CO₂ mais rechigne à investir massivement dans ces appareils, pas plus gros qu'un détecteur de fumée, qui permettent de contrôler le niveau de dioxyde de carbone dans l'air et donc d'alerter sur la nécessité d'aérer les salles (lire page 4). «*On demande ces capteurs depuis un an*, souffle Guislaine Da-

vid, cosecrétaire générale et porte-parole du syndicat SNUipp-FSU. *Il faudrait un véritable plan de soutien qui n'existe toujours pas.*»

Face à ce qu'elle estime être un «*manque de préparation*», Vanessa a décidé d'embaucher une nounou pour assurer le suivi scolaire de ses enfants à la maison et compte télétravailler deux jours par semaine. Elle a passé une nuit blanche avant de se décider à envoyer des lettres au rectorat pour désinscrire ses enfants de l'école. «*C'est difficile de les enlever de l'école publique que j'ai toujours défendue, mais l'école à distance est bien plus sécurisante et le suivi sera meilleur parce que, l'an dernier, ma fille n'a pas fait la moitié du programme*», assure-t-elle. Depuis, elle dit recevoir «*des réflexions déplacées*» des directeurs d'établissement, «*qui me font passer pour une folle et me jugent comme si j'étais une mauvaise mère*». Alors, elle se conforte avec les témoignages d'autres parents tout aussi inquiets. A commencer par son frère, qui fait le tour des écoles privées pour sa fille en moyenne section «*à la recherche d'un meilleur protocole sanitaire*». Car certains établissements privés sous contrat investissent dans des mesures plus poussées.

Alice, 45 ans, n'en est pas encore là : ses enfants de 9 et 13 ans restent à l'école publique à Nice, dans les Alpes-Maritimes. Elle y tient. Mais le protocole retenu en cette rentrée la met en colère : «*C'était pourtant très simple de continuer à faire du sport uniquement en extérieur* [seuls les sports de contact sont encore interdits à l'intérieur, ndlr]. *C'est une mesure de bon sens qui ne coûte pas un centime. C'est totalement irresponsable de la part de l'Éducation nationale alors que de plus en plus d'enfants sont contaminés. Le gouvernement doit protéger nos enfants avec un protocole qui tient la route.*» Elle hausse le ton en évoquant le ministre de l'Éduca-

tion nationale : «*Blanquer ose encore dire qu'il n'y a pas de contamination dans les écoles, c'est dingue ! Il n'entend pas les épidémiologistes ou quoi ?*» Sa fille de 13 ans est vaccinée mais «*beaucoup ne le sont pas dans sa classe, alors pourquoi ne pas fermer les classes dans le secondaire dès qu'un cas est positif ?*» s'interroge-t-elle. Cette règle s'applique seulement au primaire en cette rentrée. Dans les collèges et les lycées, seuls les élèves non vaccinés et cas contact doivent s'isoler sept jours, contrairement aux élèves vaccinés ou immunisés. Jean-Michel Blanquer n'a pas précisé, mercredi, si ces derniers devaient obligatoirement réaliser un test avant de poursuivre les cours.

«BÉNÉFICE-RISQUE»

«*Il reste toujours des questions sans réponse et ça ne rassure pas les familles*, observe Carla Dugault, coprésidente de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves. *La majorité des parents souhaitent que les écoles restent ouvertes, mais dans un environnement sécurisé et juste. Pourquoi renvoyer les élèves non vaccinés qui ont, tout autant que les autres, besoin de l'école après des confinements successifs qui ont affecté leur scolarité et leur moral ?*»

Karim se fait du souci pour sa fille Hanaé, 12 ans. Avec son ex-femme, ce responsable d'un magasin d'électroménager à Cholet, dans le Maine-et-Loire, s'interroge sur l'utilité de vacciner les enfants et les ados. «*J'aimerais qu'on ait plus de recul et, comme les enfants restent peu touchés par ce virus, la balance bénéfice-risque ne penche pas en faveur du vaccin pour le moment.*» Ce père de 37 ans, qui ne se définit pas comme antivax, n'a **Suite page 4**





Une tente de tests salivaires dans une école de Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), en mars. PHOTO MARIE ROUGE

Suite de la page 3 pas digéré les propos de Jean-Michel Blanquer tenus en juillet au sujet des élèves non vaccinés qui doivent être «évincés» des collèges et lycées s'ils sont cas contact (lire page 6). «Hanaé va forcément prendre du retard parce qu'il n'y aura pas de continuité pédagogique. Elle risque aussi d'être pointée du doigt si tout le monde apprend qu'elle n'est pas vaccinée. On sait comment c'est à l'école et on ne peut qu'imaginer le pire.»

Pour encourager la vaccination des 12-17 ans, des centres éphémères vont être installés à l'intérieur des établissements scolaires ou à proximité. Des équipes mobiles

seront envoyées sur place et des élèves volontaires pourront être transportés vers des centres de vaccination. Une autorisation parentale est obligatoire jusqu'à 16 ans mais Karim craint que sa fille ne soit influencée. «Les parents ne seront pas là et on va les sensibiliser en leur faisant un peu peur. Et puis les copains vaccinés vont aussi pousser les autres à les imiter», prédit-il. Il s'inquiète aussi des sorties scolaires à venir. Les élèves devront avoir un pass sanitaire pour accéder aux lieux où ils seront mélangés au public, comme dans les musées par exemple. «Elle doit déjà arrêter l'escalade et le théâtre à cause du pass, alors si on la prive de tout, ça commence à faire beaucoup.»

«ON N'EST PAS PROFS»

Alain, 55 ans, craint aussi que son petit dernier ne soit victime de moqueries: il est en sixième, a 11 ans et n'est donc pas éligible à la vaccination. «Elle devrait être possible dès l'entrée au collège, c'est plus logique au lieu de créer des différences entre les élèves. Et puis mon fils risque moins d'attraper une forme grave du Covid s'il est vacciné», remarque-t-il. La classe de son fils a fermé plusieurs fois l'an dernier et il ne se voit pas refaire les cours à la maison «parce qu'on n'est pas profs».

La vaccination des plus jeunes, c'est, à l'inverse, ce qui effraie Audrey, 39 ans et mère de trois enfants scolarisés en primaire. Sa plus grande crainte: que la vaccination s'ouvre aux moins de 12 ans et de-





viennne même obligatoire un jour. *«Ça commence à me faire flipper. Au pire, si ça arrive, on fera l'instruction à domicile, affirme cette opposante au pass sanitaire. Ce qui m'inquiète, ce n'est pas le variant mais toute la psychose qu'il y a autour et qui rend mon fils de 5 ans très craintif. Dès qu'il tousse un peu, il se demande si ce n'est pas le Covid.»* Emmanuelle, 50 ans, est quant à elle rassurée pour son fils âgé de 13 ans : *«On se tâtait au début pour le vacciner mais, quand j'ai vu les cas remonter en juillet, je me suis dit que je ne le mettrai pas sans vaccin en quatrième avec tous les enfants qui rentrent de vacances.»* Le jeune Thomas, angoissé par les épidémies en général, a tout de suite accepté. *«J'estime que c'est notre devoir de le faire en tant que parents parce qu'on risque d'en avoir pour des années avec ce virus»,* anticipe sa mère, désormais apaisée pour la rentrée. ◆

